

Questions orales

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, la députée propose un nouveau mode de négociations internationales: on dit à ses interlocuteurs qu'avant de discuter avec eux, leur pays doit faire monter ses salaires au niveau des nôtres. Où serait le Canada s'il agissait ainsi?

Je me souviens qu'en 1959, les bûcherons de Terre-Neuve gagnaient 1 \$ l'heure. Aurions-nous accepté alors que d'autres pays nous disent qu'ils ne négocieraient pas d'ententes commerciales avec nous tant que nous n'aurions pas relevé le salaire de nos bûcherons? Quelle idée folle!

Des voix: Bravo!

M. Crosbie (St. John's-Ouest): Comment l'honorable députée veut-elle qu'on la prenne au sérieux. . .

Des voix: Bravo!

M. le Président: La députée du Yukon.

Mme Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'espère que le ministre du Commerce extérieur va exprimer ce point de vue dans ses entretiens avec les responsables de la Communauté européenne qui veulent dicter exactement ce genre de conditions. . .

Des voix: Bravo!

[Français]

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, le ministre du Commerce extérieur a dit à Washington que c'est à cause de la charte du GATT que nous avons besoin d'une zone de libre-échange entre le Mexique, le Canada et les États-Unis. Une rencontre est prévue le 15 janvier à Genève pour poursuivre les négociations du GATT. Alors, je demande au ministre: Pourquoi ce gouvernement a-t-il déjà abandonné, pourquoi a-t-il laissé tomber l'idée du GATT?

[Traduction]

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le Canada est l'un des plus ardents partisans d'une heureuse conclusion de l'Uruguay Round. Comme n'importe lequel des 107 pays participants vous le dira, le Canada a joué un rôle de premier plan dans presque chacun des 15 secteurs de négociation.

Hier, j'ai discuté pendant une heure et demie avec M^{me} Carla Hills et son adjoint, M. Jules Katz, de l'Uruguay Round et des moyens d'en arriver à une conclusion satisfaisante d'ici au 1^{er} mars. C'est l'une de nos plus grandes priorités.

Des fonctionnaires canadiens assisteront aux réunions de Genève le 15 juin. Nous ferons bien plus que je ne peux en dire à la Chambre ou à n'importe qui d'autre pour assurer le succès de cette ronde de négociations.

De toute façon, une chose est certaine: c'est que rien n'aurait pu se réaliser si le NPD avait été au pouvoir, que ce soit au Canada ou dans n'importe quel autre pays participant. Nous serions isolés par d'énormes barrières tarifaires, tapis dans nos maisons, nous inquiétant des intentions du reste du monde à notre égard.

Des voix: Oh, oh!

Des voix: Bravo!

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Ron MacDonald (Dartmouth): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances. Comme il le sait, plus de 60 000 Canadiens et entreprises ont été poussés à la faillite au cours des quatre derniers mois par les politiques économiques du gouvernement. Chaque donnée statistique cache une histoire vécue, un cas de fierté brisée, de rêves effondrés et de promesses évaporées.

Quand ce gouvernement cessera-t-il de traiter cette tragédie humaine croissante de façon aussi cavalière et froide et prendra-t-il des mesures pour mettre fin à la montée de ce carnage économique inhumain dont ses propres politiques économiques sont la cause?

Des voix: Bravo!

L'hon. Michael Wilson (ministre des Finances): Monsieur le Président, il y a là beaucoup d'exagérations.

Des voix: Bravo!

M. Wilson (Etobicoke-Centre): Ce n'est pas de nature à améliorer les choses. Personne ne se réjouit le moins de ce que des gens fassent faillite. Je ferais remarquer au député que ce phénomène n'a pas encore atteint les proportions qu'il a prises lors de la dernière récession. Mais nous sommes effectivement maintenant en récession.

C'est une récession qui fait suite à sept années de très forte croissance dans ce pays. C'est un phénomène naturel tant pour les économies que pour les particuliers. Il faut reprendre son souffle après avoir couru vite. C'est malheureusement ce qui se passe actuellement dans l'économie.

Nous ne nous en réjouissons pas. Nous réduisons les taux d'intérêt pour réagir à cette faiblesse économique.